



Lundi 20 mai 2013

Puisqu'ils veulent la bagarre...

Jeudi dernier, Hollande est venu à la télévision nous promettre une « offensive ». On n'a pas tardé à comprendre que dans son collimateur ne figuraient ni les licenciements ni les spéculateurs, mais nos retraites.

Certes, comme le répète le ministère du Travail, « toutes les options sont sur la table ». Le problème, c'est qu'elles ressemblent comme deux gouttes d'eau aux revendications du syndicat... des patrons. « Rien n'est tranché », d'accord, mais le Medef tient le manche fermement en main, et ce n'est pas une pelle à tarte pour partager le gâteau, mais bien plutôt un couteau de boucher pour dépecer un peu plus la protection sociale.

Hollande reprend toute honte bue le slogan de Sarkozy « Travailler plus ». À sa sauce, il est vrai : il a supprimé « pour gagner plus ». Il s'agit en effet selon Hollande de dire « la vérité » aux travailleurs, et la vérité ce serait que la population vieillit et que l'âge de la retraite doit suivre. Un gros mensonge, en fait, qui oublie au passage l'accroissement des inégalités devant l'âge, qui fait qu'un cadre profite davantage de ses vieilles années qu'un ouvrier. Un gros mensonge qui oublie également l'accroissement de la productivité. On produit aujourd'hui la même quantité de biens qu'il y a 20 ans avec deux fois moins de travail. En bonne logique, nous pouvons donc payer des retraites deux fois plus longues !

Retraites, emplois, salaires... tout se tient

Hollande peut s'appuyer pour mener son attaque anti-ouvrière sur les déficits des caisses de retraite. Ils sont incontestables. Tout comme est incontestable le fait que les licenciements en pagaille ou la stagnation des salaires en sont les principaux responsables. Travailler plus ? Les caissières de supermarché en temps partiel imposé ne demandent que de travailler... à temps plein, avec un vrai salaire. Quant aux 25 % des 18-25 ans au chômage, c'est à travailler tout court qu'ils

aspirent. Porter à 43 annuités le temps de cotisation nécessaire pour partir en retraite à taux plein remplira-t-il les caisses ? C'est à voir. Il est plus probable que cela empêchera d'innombrables jeunes – et aussi moins jeunes – de trouver du travail !

En réalité, ce qui est à l'ordre du jour, c'est le partage du travail entre tous, en commençant par interdire les licenciements, et en embauchant là où les restructurations ont porté les cadences ou les charges de travail à un niveau intolérable. C'est aussi d'augmenter tous les salaires de 300 euros mensuels – dans la fonction publique, ils sont bloqués depuis trois ans, c'est-à-dire qu'en fait ils reculent face au coût de la vie – et de porter le salaire minimum à 1 500 euros nets pour tous.

Prendre l'argent où il est

Démagogie ? Revendications impossibles à satisfaire en temps de crise ? Il suffit de faire un tour dans les assemblées générales d'actiennaires qui se tiennent en ce printemps pour comprendre qu'il n'en est rien. PSA geint à qui mieux mieux sur la mévente de ses voitures. Et consacre pas moins de 350 millions d'euros à des opérations beursières pour relever le cours de son action. Une manière moins véreuse que les dividendes de satisfaire les détenteurs du capital. Quant à Vinci, son patron vient de se faire voter une augmentation de 30 %, alors même qu'il emploie, via une cascade de sous-traitants des ouvriers portugais sur ses chantiers en France payés au salaire de leur pays : 650 euros par mois...

Oui, de l'argent, il y en a plus que jamais dans les coffres du patronat. Il est grand temps de nous organiser pour aller le chercher.

Réalise tes projets mais à l'extérieur du groupe !

Après l'espace Com envahi par la cellule emploi-mobilité, puis le site intranet transformé en calculatrice géante, voici les petits papiers. Fil rouge de l'évolution de carrière : le départ, quel qu'en soit le prétexte. Trouve un nouvel emploi avec un congé longue durée, de reclassement, suis ton conjoint muté, prends un temps partiel en fin de carrière, et casse toi en retraite. Sur 8 papiers, 7 te proposent de dégager. Reste le top compétence, sur lequel en conservera les salariés les plus rentables et les plus exploitables. Tiens toi bien, tu n'as que jusqu'au 31 décembre 2013 pour dégager par toi-même, après gare à toi.

De l'interne franchement externe

À y regarder de près, les offres de mobilités internes, version cadre notamment, prennent (pour une bonne moitié) des allures de voyage au bout du monde. Il faut dire qu'avec les filiales Faurecia et Gefco, dont la direction PSA a fait fort d'écluser toutes les offres d'emploi, c'est pas le Pérou... mais l'Argentine, Brésil, Mexique, USA, Inde, Chine, République Tchèque, etc. Ce ne serait pas la première fois que PSA gonflerait pour les journalistes les chiffres des possibilités de reclassements...

Les cotsbluffers

Sous la forme d'un site intranet type « réseau social », la direction lance un concours pour réduire de 600 € le prix de revient des voitures PSA, nommé « Costbuster »... Chacun est invité à soumettre ses idées et donner son avis sur celles des autres.

Cela a peut-être vexé les cotskillers, mais on imagine que le défi restera de trier toutes ces suggestions. Ajoutons-en des biens concrètes et à effet immédiat sur les finances de PSA : annulation des rachats / destructions d'actions, zéro stock-option ou bonus et retrait des privilèges...

Mais pensez donc, pour profiter des économies sur notre dos, ils ne manquent jamais d'imagination.

Aulnay, maintenant Meudon après à qui le tour ?

Le mercredi 22 mai lors d'un Comité Central d'Entreprise sera annoncé la fermeture du site de Meudon, afin de le vendre. 600 salariés PSA y travaillent, les mutations devraient être terminées pour mi 2014. Comme d'habitude ils ne seront prévenus que 6 semaines avant de la date et de leur nouveau lieu de travail : Vélizy, Poissy, Vesoul ou Peugeot sport. De quoi pouvoir se retourner !

Le plus ubuesque dans l'histoire c'est que dans le cadre des mobilités interne du PREC une vingtaines de postes seraient à pouvoir...sur Meudon !

PSA aussi veut son festival de cannes

La hiérarchie n'hésite plus désormais à nous appeler directement chez nous pour nous « sommer » de venir bosser malgré nos arrêts maladie. Pour faire diminuer

ses quotas d'arrêts de travail, elle veut des salariés qui marchent à trois pattes dès le matin, à quatre pattes dès le midi. Et le soir tu rampes ?

Mais n'en déplaise à ces professionnels de l'exploitation, y compris des malades, l'arrêt de travail est encore un droit, qu'on exercera, pressions illégales ou pas.

A PSA-Aulnay et Poissy : les intérimaires se rebellent

Lundi 6 mai à PSA-Aulnay, plus de cinquante intérimaires ont débrayé, arrêtant la chaîne, pour réclamer le paiement des 29 et 30 avril sur la paye d'avril au lieu de mai comme le voulait la direction. Une délégation d'intérimaires a été reçue et a obtenu immédiatement le paiement des deux jours sur la paie d'avril et des deux heures de débrayage.

Le 16 mai, c'est une vingtaine d'intérimaires du montage de PSA-Poissy qui a suivi leur exemple, pour exactement les mêmes raisons. Les sociétés d'intérim Manpower, Randstad, Adecco ont affirmé : « c'est la société Peugeot qui n'a pas communiqué les relevés d'heures concernant ces journées impayées ».

Comme par hasard, PSA avait juste oublié de les pointer. Comme à Aulnay, elle a cédé sur le paiement sous 48 heures des journées dues et du temps de débrayage !

PSA licencié

Suite à la visite des grévistes d'Aulnay à PSA-Saint-Ouen à la fin avril, la direction, certainement en colère d'être arrivée trop tard pour les accueillir, s'est vengée sur les deux gardiens présents à ce moment là.

Elle a demandé à l'entreprise prestataire qu'ils ne travaillent plus à l'usine, en sachant pertinemment les risques que ça leur fait encourir avec leur patron.

La direction de PSA est rancunière ? Les salariés menacés partout le seront tout autant quand il s'agira de la virer elle !

Ils se sont battus comme des lions !

Un protocole de fin de grève vient d'être signé à Aulnay. Les grévistes ont obtenu quelques améliorations des conditions de départ pour tous les salariés de l'usine, et pour les grévistes, l'abandon de toutes sanctions contre les militants de la grève et des garanties sur leurs possibilités de mutations. En s'opposant pendant quatre mois au plan de la direction, ils ont relevé la tête. Cet accord n'annonce pas la fin de leur mouvement : avec la fermeture prévue de leur usine pour début 2014, PSA n'est pas à l'abri de nouveaux coups de colère.

Les entreprises continuent à fermer, les licenciements à tomber, il reste donc nécessaire d'établir des contacts entre tous ceux qui sont confrontés aux mêmes menaces. La répartition du travail entre tous et l'interdiction des licenciements ne seront possibles que si une partie de la classe ouvrière se coordonne pour donner cette perspective.